

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024**1. Une liste et une description de tous les cas importants d'ingérence étrangère (IE) présumée visant les processus démocratiques du Canada, y compris un résumé, les dates, la cible, le pays concerné, les acteurs clés, la diffusion de l'information et toutes les interventions qui en ont découlé.**

Le rôle principal de Sécurité publique Canada (SP) est de fournir au ministre de la Sécurité publique des conseils et des orientations stratégiques et politiques en fonction des mandats et des missions des organismes du portefeuille, notamment en ce qui concerne l'ingérence étrangère. SP ne participe pas directement à l'identification des cas majeurs de possible ingérence étrangère au Canada, il s'appuie plutôt sur l'expertise et les mandats des organismes du portefeuille dans ce domaine (Gendarmerie royale du Canada [GRC], Service canadien du renseignement de sécurité [SCRS] et Agence des services frontaliers du Canada [ASFC]).

**2. Une liste et une description de tous les moyens à la disposition de chaque ministère et organisme gouvernemental pour détecter, empêcher et contrer toute activité d'ingérence étrangère, y compris toute modification ou évolution pertinente de ces moyens.**

Avant les élections générales fédérales de 2019, le gouvernement a adopté le « Plan pour protéger la démocratie canadienne », qui comprend une série de nouvelles mesures visant à renforcer la résilience face à la désinformation en ligne et à l'ingérence étrangère pendant les élections. On y trouve notamment la Directive du Cabinet sur le Protocole public en cas d'incident électoral majeur, qui prévoit la création d'un groupe de hauts fonctionnaires, dont le sous-ministre de la Sécurité publique est membre.

SP a entrepris d'importants travaux stratégiques sur l'IE, en collaboration avec le SCRS, Affaires mondiales Canada (AMC), Justice Canada (JUS), la GRC et d'autres partenaires fédéraux. Diverses initiatives en ont découlé, notamment le dépôt et l'adoption du projet de loi C-70, *Loi concernant la lutte contre l'ingérence étrangère* en mai 2024, et la création du Bureau du coordonnateur national de la lutte contre l'ingérence étrangère (CNLIE) au sein de SP au printemps 2023.

Le CNLIE a été créé pour assurer une approche commune et coordonnée du gouvernement du Canada face à l'IE, et travaille à améliorer la transparence de la réponse du gouvernement en interpellant tous les Canadiens, y compris les groupes des diasporas, les universitaires, les organisations non gouvernementales, ainsi que d'autres partenaires nationaux et internationaux.

Le CNLIE de SP, de concert avec les administrations provinciales et territoriales, s'efforce d'améliorer la collaboration face à la menace d'IE au Canada. En particulier, des efforts sont déployés pour mieux déceler les menaces au sein des assemblées législatives et des partis politiques provinciaux et territoriaux.

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

SP joue également un rôle clé relativement au Cadre de cyberattribution du Canada, dirigé par AMC. Ce cadre est utilisé lorsque le gouvernement du Canada envisage d'attribuer publiquement ou en privé des cyberactivités malveillantes à un acteur étatique, notamment des mesures visant à influencer secrètement les Canadiens. SP contribue à l'évaluation stratégique d'AMC en analysant les répercussions au pays afin de déterminer si l'attribution d'une responsabilité entraînerait un risque excessif pour les infrastructures essentielles canadiennes, les opérations de renseignement, les enquêtes des forces de l'ordre ou d'autres intérêts canadiens. L'attribution publique des cyberincidents nous permet de tenir les acteurs malveillants responsables et fait partie de notre approche plus large visant à dissuader les auteurs de futurs incidents et à promouvoir un comportement responsable des États dans le cyberspace. La responsabilité est souvent attribuée de concert avec des partenaires internationaux aux vues similaires, et le ministre de la Sécurité publique fait régulièrement partie des attributeurs.

SP joue également un rôle important pour la protection de la sécurité économique du Canada en partenariat avec d'autres ministères, notamment Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISED). Le marché libre du Canada est la pierre angulaire de sa prospérité, mais ce même marché libre crée des vulnérabilités qui sont ciblées et exploitées par des entités étrangères. Comme les cibles peuvent être des biens matériels, la propriété intellectuelle enregistrée ou l'accès à des compétences ou à des données spécialisées, le rôle de SP est d'améliorer le cadre législatif, politique et réglementaire pour empêcher les acteurs étrangers d'acquérir ou de contrôler des biens ou des technologies sensibles basés au Canada, des infrastructures essentielles ou des données personnelles sensibles lorsque cela porterait préjudice à la sécurité nationale, à la compétitivité économique et à la réputation internationale du Canada en tant que partenaire de confiance. SP met l'accent sur la protection contre la fuite de renseignements sur les technologies sensibles au moyen notamment de l'examen des investissements étrangers et des mesures concernant la sécurité de la recherche. Les initiatives de SP relatives aux infrastructures essentielles et à la cybersécurité participent également à la réduction des préoccupations plus vastes liées à l'ingérence étrangère et à la sécurité nationale et à leur prévention.

**3. Une liste et une description de toutes les propositions stratégiques, de tous les plans législatifs et de toutes les demandes de ressources liées à l'ingérence étrangère, y compris, mais sans s'y limiter, les notes de service adressées au sous-ministre (ou équivalent) ou au sous-ministre adjoint (ou équivalent). Cette liste doit au moins inclure la date de la demande, la date de la décision (le cas échéant), un résumé des changements proposés et le résultat de la demande.**

Comme indiqué en réponse à la question 2, SP a entrepris des travaux stratégiques liés à l'IE depuis 2018. Il a préparé différents types de documents dans le cadre de ses travaux et de ses conseils stratégiques. Certains de ces travaux et conseils sont soumis au secret du Cabinet, notamment en ce qui concerne le projet de loi C-70, *Loi concernant la lutte contre l'ingérence*

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

*étrangère*, et d'autres initiatives. En outre, veuillez vous référer à l'annexe classifiée pour des travaux supplémentaires dans ce domaine.

Les travaux stratégiques non classifiés entrepris par SP comprennent ce qui suit :

Titre	Date	Destinataire final	Résultat (si connu/applicable)
<b>Titre :</b> Document d'orientation- Federal Governance to Address Hostile Activities by State Actors (en anglais seulement)	Novembre 2020	Sous-ministres responsables de la sécurité nationale (SMSN)	SP a rédigé un document d'orientation afin d'examiner les options possibles pour actualiser la gouvernance en matière de sécurité nationale afin de tenir compte de la menace de l'IE.
<b>Titre :</b> Way Forward: Hostile Activities by State Actors (en anglais seulement)	12 avril 2021	Sous-ministre adjoint principal (SMAP), Secteur de la sécurité et de la cybersécurité nationale (SSCN), SP	SP a rédigé une note à l'intention du SMAP SSCN afin de discuter d'une proposition de voie à suivre concernant les activités hostiles parrainées par des acteurs étatiques . Cela a permis d'élaborer un document d'une page duquel ont discuté les SMSN en octobre 2021.
<b>Titre :</b> Hostile Activities by State Actors (en anglais seulement)	Mai 2021	SMSN	SP a produit un document à l'intention des SMSN afin de discuter de la voie à suivre pour les travaux stratégiques dans ce domaine. SP s'est engagé à présenter aux SMSN une proposition pour les prochaines étapes.
<b>Titre :</b> Document d'une page- HASA-DMNS (en anglais seulement)	Octobre 2021	SMSN	SP a produit un document à l'intention des SMSN afin de discuter de la voie à suivre pour les travaux stratégiques liés à l'IE.
<b>Titre :</b> National Security Police Directorate Consultation Launch (en anglais seulement)	5 juillet 2022	Sous-ministre délégué SP	Ce matériel d'information a été utilisé pour faire progresser les consultations législatives.
<b>Titre :</b> Key Messages for ADM NS Pol (en anglais seulement)	26 septembre 2022	SMAP SSCN SP	SP a rédigé un document pour soutenir le SMAP SSCN en vue d'une réunion du comité des SMA sur la politique de la sécurité nationale (CSMAPSN SMA SN POL).

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Titre	Date	Destinataire final	Résultat (si connu/applicable)
<b>Titre :</b> Rencontre avec le CSNR sur l'ingérence étrangère	12 décembre 2022	SMSP	SP a rédigé un document à l'intention du SMSP pour une réunion avec le conseiller à la sécurité nationale et au renseignement (CSNR) et le directeur du SCRS.
<b>Titre :</b> Consultations auprès du public et des intervenants sur un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère	17 février 2023	Ministre de SP	Les consultations ont commencé le 10 mars 2023.
<b>Titre :</b> Consultations auprès du public et des intervenants sur un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère	21 février 2023	Ministre de SP	Approuvé par le ministre de SP le 7 mars 2023. Les consultations ont commencé le 10 mars 2023.
<b>Titre :</b> Key Messages for ADM NS Pol (en anglais seulement)	6 mars 2023	SMAP SSCN SP	SP a rédigé un document pour soutenir le SMAP SSCN en vue d'une réunion du CSMAPSN .
<b>Titre :</b> Réunion hebdomadaire du Comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère (CSMIE)	14 mars 2023	SMSP	SP a rédigé un document à l'intention du SMSP pour la réunion hebdomadaire de CSMIE.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Titre	Date	Destinataire final	Résultat (si connu/applicable)
<b>Titre :</b> Mobilisation ciblée des intervenants sur un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère	20 mars 2023	Ministre de SP	Approuvé par le SMSP le 23 mars 2023, le dossier a été transféré au cabinet du ministre (CMIN) à la même date. Bien qu'il n'y ait pas de preuve formelle de la signature du ministre de SP, le bureau du SM a confirmé par courrier électronique que le SM et le ministre ont donné le feu vert aux mesures à prendre pour passer de la planification à la phase de mise en œuvre.
<b>Titre :</b> Trousse d'information pour les députés du Parlement au sujet des consultations sur un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère	3 avril 2023	Ministre de SP	Signé par le SMSP le 12 avril 2023. SP a créé un dossier pouvant être utilisé par les députés pendant le processus de consultation des intervenants. Ce document a été remis au cabinet du ministre de la SP pour qu'il l'utilise à sa guise.
<b>Titre :</b> Stratégie de lutte contre l'ingérence étrangère du Canada	4 avril 2023	Ministre de SP	Commentaires fournis par le SMSP le 30 mars 2023. Le dossier a été soumis à nouveau au BSMAP du SSCN le 4 avril 2023.
<b>Titre :</b> Réunion hebdomadaire CSMIE	5 avril 2023	SMSP	SP a rédigé un document à l'intention du SMSP pour une réunion du CSMIE.
<b>Titre :</b> Réunion hebdomadaire du comité des SMA sur l'ingérence étrangère (CSMAIE)	6 avril 2023	SMAP, SSCN	SP a rédigé un document à l'intention du SMAP SSCN pour une réunion du CSMAIE.
<b>Titre :</b> Réunion hebdomadaire du CSMAIE	13 avril 2023	SMAP, SSCN	SP a rédigé un document à l'intention du SMAP SSCN pour une réunion du CSMAIE.
<b>Titre :</b> Lettre aux députés concernant l'ingérence étrangère	17 avril 2023	Ministre de SP	Le SMSP a approuvé le dossier le 20 avril 2023.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Titre	Date	Destinataire final	Résultat (si connu/applicable)
<b>Titre :</b> Lettre aux députés concernant l'ingérence étrangère	17 mai 2023	Ministre de SP	La lettre originale aux députés concernant l'ingérence étrangère a été mise à jour et présentée à nouveau le 17 mai 2023. Dossier approuvé par le SMSP le 24 mai 2023.
<b>Titre :</b> Stratégie de lutte contre l'ingérence étrangère du Canada	6 juin 2023	SMSP	En raison d'autres initiatives, SP n'a pas diffusé la Stratégie de lutte contre l'ingérence étrangère aux membres du CSMIE à ce moment-là. SP a décidé de réexaminer la stratégie par l'intermédiaire du CSMIE à une date ultérieure.
<b>Titre :</b> Diffusion du rapport « Ce que nous avons entendu » au public concernant les consultations sur la transparence en matière d'influence étrangère	13 juin 2023	SMSP	Dossier approuvé par le SMSP le 20 juin 2023.
<b>Titre :</b> <i>Stratégie de lutte contre l'ingérence étrangère du Canada</i>	14 juin 2023	Ministre de SP	Le dossier a été envoyé le 14 juin 2023.
<b>Titre :</b> Réunion hebdomadaire du Comité des SM et du greffier sur l'IE (CSMGIE)	11 juillet 2023	SMSP	SP a rédigé un document à l'intention du SMSP pour une réunion du CSMGIE .
<b>Titre :</b> Diffusion du rapport « Ce que nous avons entendu » au public concernant les consultations sur la transparence en matière d'influence étrangère	20 juillet 2023	Ministre de SP	Suite à l'approbation du sous-ministre le 20 juin 2023, le dossier a été présenté au ministre de SP. Le nouveau dossier a été approuvé par le SMSP le 21 juillet 2023.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Titre	Date	Destinataire final	Résultat (si connu/applicable)
<b>Titre :</b> Updated Material for Consultations on Foreign Interference Legislative Amendments (en anglais seulement)	21 juillet 2023	Sous-ministre délégué SP	Approuvé par le SM délégué le 3 août 2023. SP a partagé les documents avec le Bureau du Conseil privé (BCP) le 3 août 2023.
<b>Titre :</b> Réunion hebdomadaire du CSMGIE	24 juillet 2023	SMSP	SP a rédigé un document à l'intention du SMSP pour une réunion du CSMIE.
<b>Titre :</b> Updated Material for Consultations on Foreign Interference Legislative Amendments (en anglais seulement)	2 août 2023	Ministre de SP	Les documents de consultation mis à jour ont été fournis au CMIN SP pour information avant la réunion interministérielle du CMIN du 4 août 2023 pour discuter du lancement des consultations.
<b>Titre :</b> Diffusion du rapport « Ce que nous avons entendu » au public concernant les consultations sur la transparence en matière d'influence étrangère	2 août 2023	Ministre de SP	Nouvelle présentation au ministre du rapport « Ce que nous avons entendu » concernant les consultations sur la transparence en matière d'influence étrangère, à la lumière de l'arrivée du nouveau ministre.  Le dossier a ensuite été soumis à nouveau pour approbation en novembre 2023 afin de publier une version plus longue du rapport « Ce que nous avons entendu » dont la version finale a été publiée en novembre 2023.
<b>Titre :</b> Réunion hebdomadaire du CSMGIE: Weekly Deputy Minister – Clerk Meeting on Foreign Interference (en anglais seulement)	15 août 2023	SMSP	Suite à la réunion du CGM-IE, des documents de consultation mis à jour ont été fournis aux CMIN/CPM concernés afin d'obtenir l'autorisation de mener les consultations.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Titre	Date	Destinataire final	Résultat (si connu/applicable)
<b>Titre :</b> Consultations sur les modifications législatives en matière d'ingérence étrangère	22 août 2023	Ministre de SP	Cette note a permis d'informer le ministre de SP des consultations prévues sur le registre visant la transparence en matière d'influence étrangère (RTMIE), la <i>Loi sur le SCRS</i> , le <i>Code criminel</i> , la <i>Loi sur la protection de l'information</i> et la <i>Loi sur la preuve au Canada</i> .
<b>Titre :</b> Meeting notes for DM PS: DM-FI (en anglais seulement)	12 septembre 2023	SMSP	SP a rédigé un document à l'intention du SMSP pour une réunion du CSMIE.
<b>Titre :</b> Procédure d'adoption de la <i>Loi sur la transparence et la responsabilité en matière d'influence étrangère</i>	30 octobre 2023	Ministre de SP	Dossier approuvé par le SMSP le 30 octobre 2023.
<b>Titre :</b> Information à l'intention des parlementaires sur l'ingérence étrangère	6 novembre 2023	Ministre de SP	Cette proposition a été approuvée et des réunions d'information ont été organisées.
<b>Titre :</b> Publication du Rapport « Ce que nous avons entendu : Bilan des consultations des Canadiens sur le bien-fondé d'un registre pour la transparence en matière d'influence étrangère »	8 novembre 2023	SMSP	Approuvé par le SM délégué de SP le 8 novembre 2023. Le rapport a été publié le 24 novembre 2023.



Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Titre	Date	Destinataire final	Résultat (si connu/applicable)
<b>Titre :</b> Documents pour une séance d'information technique pour appuyer le dépôt de la <i>Loi sur la transparence et la responsabilité en matière d'influence étrangère</i>	24 novembre 2023	SMSP	Des documents ont été rédigés pour appuyer le dépôt de la <i>Loi sur la transparence et la responsabilité en matière d'influence étrangère</i> , qui a été déposée dans le cadre du projet de loi C-70, <i>Loi concernant la lutte contre l'ingérence étrangère</i> le 6 mai 2024.

**4. Une liste et une description de tous les accords et engagements existants (y compris les protocoles d'entente) entre les ministères et organismes gouvernementaux, et avec les partenaires internationaux, visant à détecter, à dissuader et à contrer les activités d'ingérence étrangère, y compris les dates auxquelles les accords ont été mis en place.**

SP a noué des liens solides, notamment avec d'autres partenaires du gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux, des partenariats étrangers tels que le G7, et en collaborant avec des alliés clés. De plus amples détails concernant ces partenariats sont fournis dans les réponses non classifiées et classifiées aux questions 6, 7 et 8.

**5. Une liste et une description de toutes les demandes de mandats relatives à l'ingérence étrangère soumises au ministre de la Sécurité publique et des autorisations ministérielles soumises au ministre de la Défense nationale, y compris la date de présentation au ministre, la date d'approbation par le ministre, la date de la décision de la Cour fédérale et, le cas échéant, les motifs de la décision.**

Veuillez consulter l'annexe classifiée.

**6. Une liste et une description de la date, du lieu, des participants et un résumé des discussions pour toutes les rencontres entre des cadres supérieurs (SMA et plus, y compris des ministres) et des représentants de gouvernements étrangers (en particulier la Chine, la Russie et l'Inde) au cours desquelles la question de l'ingérence étrangère a été soulevée.**

Veuillez consulter l'annexe classifiée pour d'autres engagements de ce genre. Les engagements non classifiés comprennent :

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date de la rencontre	Description	Participants
29 mai 2019	<p><b>Titre :</b> Réunion entre SP et le ministère australien de l'Intérieur</p> <p><b>Description :</b> Discussion bilatérale avec le ministère de l'Intérieur sur les activités d'États hostiles et les préparatifs du Canada en vue des élections de 2019</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Vincent Rigby, <i>sous-ministre délégué, SP</i></li> </ul> <p><b>Australie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Marc Ablong, <i>Secrétaire adjoint, ministère de l'Intérieur</i></li> </ul>
18 novembre 2020	<p><b>Titre :</b> GRC 2020/21- Réunion du groupe directeur de la haute direction</p> <p><b>Description :</b> L'ordre du jour comprenait une discussion sur la lutte contre l'ingérence et l'espionnage étrangers dans les secteurs de l'enseignement, de la recherche et du développement [CAN SP/AUS].</p> <p>Le Canada s'est exprimé sur la note conceptuelle et a expliqué que les partenaires de Groupe des cinq sont à l'avant-garde de la recherche et du développement. Le Canada a souligné que la sécurité de la recherche s'est rapidement transformée en une véritable question de sécurité économique et de lutte contre l'ingérence étrangère. Comme solution potentielle, il a suggéré qu'améliorer les pratiques de sécurité de la recherche et renforcer la coopération et le partage d'informations contribueraient à lutter contre ces deux problèmes plus vastes.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dominic Rochon, <i>SMAP, SSCN, SP</i></li> <li>Marian Campbell-Jarvis, <i>SMAP, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</i>.</li> <li>Kathy Thompson, <i>vice-présidente - Direction générale de la politique stratégique, ASFC</i></li> </ul> <p><b>Délégations d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>
7 avril 2021	<p><b>Titre :</b> Réunion ministérielle des cinq pays 2021</p> <p><b>Lieu :</b> Nouvelle-Zélande</p> <p><b>Description :</b> L'ordre du jour prévoyait une discussion sur la lutte contre la menace que constitue l'IE et le transfert non désiré de connaissances dans les secteurs universitaire, de la recherche et du développement.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bill Blair, <i>ministre de la Sécurité publique</i></li> <li>Marco Mendicino, <i>ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté</i></li> </ul> <p><b>Délégations d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date de la rencontre	Description	Participants
16 et 17 mai 2022	<p><b>Titre :</b> Réunion ministérielle des cinq pays (RMCP) du groupe directeur de la haute direction (GDHD), 2022</p> <p><b>Lieu :</b> Washington, États-Unis</p> <p><b>Description :</b> La RMCP est une tribune annuelle qui permet aux ministres responsables de la sécurité des pays du Groupe des cinq de se rencontrer et de discuter des possibilités de collaboration. La réunion du GDHD a lieu avant la RMCP afin de préparer les discussions de la réunion ministérielle. Lors de la réunion du GDHD, les participants ont discuté du point à l'ordre du jour proposé pour la RMCP 2022 intitulé « Influence malveillante de la République populaire de Chine (RPC) », en mettant l'accent sur les agents de collecte non traditionnels.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dominic Rochon, <i>SMAP, SSCN, SP</i></li> <li>• Marian Campbell Jarvis, <i>SMAP, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</i></li> <li>• Scott Millar, <i>vice-président, ASFC</i></li> </ul> <p><b>Délégations d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>
12 au 14 septembre 2022	<p><b>Titre :</b> RMCP 2022</p> <p><b>Lieu :</b> Washington, États-Unis</p> <p><b>Description :</b> L'un des points à l'ordre du jour de la RMCP 2022 était la lutte contre les activités malveillantes de la RPC.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Marco Mendicino, <i>ministre de la Sécurité publique</i></li> <li>• Rob Stewart, <i>sous-ministre, SP</i></li> <li>• Tricia Geddes, <i>sous-ministre déléguée, SP</i></li> <li>• Dominic Rochon, <i>SMAP, SSCN, SP</i></li> <li>• Marianne Campbell Jarvis, <i>SMAP, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</i></li> </ul> <p><b>Délégations d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>
16 au 18 novembre 2022	<p><b>Titre :</b> Réunion des ministres de l'Intérieur du G7</p> <p><b>Lieu :</b> Eltville am Rhein, Allemagne</p> <p><b>Description :</b> L'ordre du jour prévoyait une discussion sur les menaces hybrides et l'IE : Lors de cette séance, deux conférenciers ont souligné l'importance de la réglementation et de l'interopérabilité des plateformes, ainsi que de la sécurité de l'information.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Marco Mendicino, <i>ministre de la Sécurité publique</i></li> <li>• Shawn Tupper, <i>sous-ministre, SP</i></li> </ul> <p><b>Délégations du G7 de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et observateurs de l'Union européenne et d'INTERPOL.</b></p>

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date de la rencontre	Description	Participants
28 février 2023	<p><b>Titre :</b> Groupe de travail sur les menaces pour la démocratie</p> <p><b>Lieu :</b> Londres, Royaume-Uni</p> <p><b>Description :</b> L'ordre du jour prévoyait une discussion sur la collaboration internationale en matière d'IE, y compris la répression transnationale.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Haut-commissaire Ralph Goodale</li> </ul>
27 et 28 février 2023	<p><b>Titre :</b> Réunion ministérielle des cinq pays (RMCP) du groupe directeur de la haute direction (GDHD)</p> <p><b>Description :</b> Lors de la réunion du GDHD, les participants ont discuté du point de l'ordre du jour prévu pour la RMCP 2023 intitulé : « Activités hostiles parrainées par des États (AHPE) », y compris les sous-thèmes de la sécurité de la recherche, du transfert de technologies, de la sécurité des données, des infrastructures essentielles et de la résilience démocratique.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sébastien Aubertin-Giguère, <i>SMAP p.i., SSCN, SP</i></li> </ul> <p><b>Délégations d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>
20 mars 2023	<p><b>Titre :</b> Rencontre du ministre Mendicino avec la ministre fédérale allemande de l'Intérieur et des Communautés, Nancy Faeser</p> <p><b>Lieu :</b> Ottawa</p> <p><b>Description :</b> La discussion a notamment porté sur divers points de vue concernant la lutte contre les menaces liées à l'IE.</p>	<p><b>Participants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Marco Mendicino, <i>ministre de la Sécurité publique</i></li> <li>Tricia Geddes, <i>sous-ministre déléguée, SP</i></li> </ul> <p><b>Allemagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nancy Faeser, <i>ministre fédérale de l'Intérieur et de la Communauté</i></li> <li>Sabine Sparwasser, <i>ambassadrice</i></li> </ul>

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date de la rencontre	Description	Participants
4 au 6 avril 2023	<p><b>Titre :</b> Sécurité publique- Dialogue du Home Office sur la sécurité nationale</p> <p><b>Lieu :</b> Londres, Royaume-Uni</p> <p><b>Description :</b> Le sous-ministre Tupper et le secrétaire permanent Rycroft ont partagé les leçons retenues de leurs approches respectives, notamment les outils permettant de lutter contre les menaces étatiques et les activités hostiles parrainées par des acteurs étatiques, ainsi que les approches en matière de consultations publiques. Les deux parties se sont engagées à partager leurs pratiques exemplaires concernant leurs réussites respectives et à travailler ensemble, y compris dans les forums internationaux.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Shawn Tupper, <i>sous-ministre, SP</i></li> <li>Sébastien Aubertin-Giguère, <i>SMAP p.i., SSCN, SP</i></li> </ul> <p><b>ROYAUME-UNI</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Matthew Rycroft, <i>Secrétaire permanent du ministère de l'Intérieur</i></li> </ul>
27 et 28 juin 2023	<p><b>Titre :</b> RMCP 2023</p> <p><b>Lieu :</b> Wellington, Nouvelle-Zélande</p> <p><b>Description :</b> À l'ordre du jour de la RMCP 2023 figurait le thème de la lutte contre l'IE- sécurité intérieure, ainsi que celui de la lutte contre l'IE- sécurité de la recherche.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Marco Mendicino, <i>ministre de la Sécurité publique</i></li> <li>Shawn Tupper, <i>sous-ministre, SP</i></li> <li>Patrick Boucher, <i>SMAP, SSCN, SP</i></li> <li>Marian Campbell-Jarvis, <i>SMAP, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.</i></li> </ul> <p><b>Délégations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>
12 septembre 2023	<p><b>Titre :</b> Appel ad hoc des ministres des cinq pays sur la répression transnationale</p> <p><b>Lieu :</b> Virtuel</p> <p><b>Description :</b> Une réunion ad hoc avec les partenaires des cinq pays a été organisée par le Royaume-Uni sur la question de la répression transnationale, en tant que mesure à prendre/de suivi de la RMCP 2023.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dominic LeBlanc, <i>ministre, Sécurité publique Canada</i></li> <li>Shawn Tupper, <i>sous-ministre, SP</i></li> </ul> <p><b>Délégations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date de la rencontre	Description	Participants
2 octobre 2023	<p><b>Titre :</b> Rencontre bilatérale impromptue de Sécurité publique Canada avec les Pays-Bas</p> <p><b>Description :</b> Mises à jour générales sur l'IE.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sébastien Aubertin-Giguère, <i>Coordonnateur national de la lutte contre l'ingérence étrangère, SP</i></li> <li>• Autres représentants du gouvernement du Canada (niveau DG et inférieur)</li> </ul> <p><b>Pays-Bas</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hester Somsen, <i>coordonnatrice nationale adjointe pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme, directrice de la sécurité et des menaces étatiques</i></li> </ul>
2 octobre 2023	<p><b>Titre :</b> Rencontre bilatérale impromptue de Sécurité publique Canada avec la Suède</p> <p><b>Description :</b> Mises à jour générales sur l'IE.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sébastien Aubertin-Giguère, <i>Coordonnateur national de la lutte contre l'ingérence étrangère, SP</i></li> </ul> <p><b>Suède</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mikael Tofvesson, <i>chef du département des opérations, Agence de défense psychologique</i></li> </ul>
6 octobre 2023	<p><b>Titre :</b> Rencontre bilatérale de SP avec l'Australie (Centre de coordination de la lutte contre l'ingérence étrangère)</p> <p><b>Description :</b> Échange d'informations générales/mise à jour.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sébastien Aubertin-Giguère, <i>Coordonnateur national de la lutte contre l'ingérence étrangère, SP</i></li> <li>• Autres représentants du gouvernement du Canada (niveau DG et inférieur)</li> </ul> <p><b>Australie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nathan Smyth, <i>coordonnateur national de la lutte contre l'ingérence étrangère, ministère de l'Intérieur</i></li> </ul>

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date de la rencontre	Description	Participants
6 octobre 2023	<p><b>Titre :</b> Rencontre bilatérale de SP avec les États-Unis</p> <p><b>Description :</b> IE en général, avec accent mis sur l'influence étrangère malveillante dans le secteur de l'enseignement supérieur.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sébastien Aubertin-Giguère, <i>Coordonnateur national de la lutte contre l'ingérence étrangère, SP</i></li> <li>Autres représentants du gouvernement du Canada (niveau DG et inférieur)</li> </ul> <p><b>ÉTATS-UNIS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>David Newman, <i>procureur général adjoint, Division de la sécurité nationale, ministère de la Justice</i></li> </ul>
8 au 10 décembre 2023	<p><b>Titre :</b> Réunion des ministres de l'Intérieur du G7</p> <p><b>Lieu :</b> Mito, Ibaraki, Japon</p> <p><b>Description :</b> L'ordre du jour prévoyait une discussion sur les approches et les pratiques exemplaires des pays du G7 en matière de lutte contre l'IE, y compris la législation sur la sécurité nationale et les registres d'ingérence étrangère.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Shawn Tupper, <i>sous-ministre, SP (au nom du ministre de SP)</i></li> <li>Patrick Boucher, <i>SMAP, SSCN, SP</i></li> </ul> <p><b>Délégations du G7 de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et observateurs de l'Union européenne et d'INTERPOL.</b></p>
18 janvier 2024	<p><b>Titre :</b> Réunion- Sécurité publique Canada/ministère de la Justice des États-Unis</p> <p><b>Location :</b> Ministère de la Justice, 950, av. Pennsylvania</p> <p><b>Description :</b> Discussion sur les récents efforts déployés par le ministère de la Justice des États-Unis pour renforcer la législation et les pouvoirs en matière de lutte contre l'IE. Les leçons retenues dans le contexte des consultations législatives récemment lancées par le Canada concernant la lutte contre l'IE ont été abordées.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Patrick Boucher, <i>SMAP, SSCN, SP</i></li> </ul> <p><b>ÉTATS-UNIS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>David Newman, <i>sous-procureur général adjoint principal pour la sécurité nationale</i></li> <li>Kara Podraza, <i>conseillère du procureur général adjoint; et Eun Young Choi, sous-procureur général adjoint pour la sécurité nationale</i></li> </ul>

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date de la rencontre	Description	Participants
13 février 2024	<p><b>Titre :</b> Appel de la RMCP</p> <p><b>Location :</b> virtuel</p> <p><b>Description :</b> Les ministres ont échangé des points de vue et fait le point sur les efforts déployés pour contrer les menaces que représente l'IE.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dominic LeBlanc, <i>ministre de la Sécurité publique</i></li> <li>• Marc Miller, <i>ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada</i></li> <li>• Shawn Tupper, <i>sous-ministre, SP</i></li> <li>• Tricia Geddes, <i>sous-ministre déléguée, SP</i></li> <li>• Patrick Boucher, <i>SMAP, SSCN, SP</i></li> </ul> <p><b>Délégations d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>
10 au 13 mars 2024	<p><b>Titre :</b> Sommet mondial sur la fraude</p> <p><b>Lieu :</b> Londres, Royaume-Uni</p> <p><b>Description :</b> Pendant les réunions, les participants au sommet ont pu échanger leurs opinions et perspectives nationales sur la manière de faire face aux menaces que représente l'IE.</p>	<p><b>Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dominic LeBlanc, <i>ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales</i></li> <li>• Tricia Geddes, <i>sous-ministre déléguée, SP</i></li> </ul> <p><b>Délégations d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis</b></p>

**7. Une liste et une description de toutes les campagnes d'éducation sur l'ingérence étrangère destinées aux parlementaires et à leur personnel, aux partis politiques, aux fonctionnaires fédéraux, provinciaux ou municipaux, aux groupes de la diaspora ou au grand public.**

SP a lancé des campagnes de mobilisation, d'éducation et de sensibilisation du public concernant l'ingérence étrangère :

- À l'automne 2020, SP a soutenu l'envoi d'une lettre du ministre de la SP à tous les députés décrivant la menace que représente l'IE et les mesures prises actuellement pour y faire face. Le public peut lire cette lettre ici : <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20210625/27-fr.aspx?wbdisable=true>.



Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

- o Au début de l'année 2023, SP a lancé d'importantes consultations auprès des Canadiens et de la société civile concernant la création d'un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère.
- o Au cours de l'hiver 2023-2024, SP, en partenariat avec le SCRS et Justice Canada, a organisé 35 tables rondes pour discuter d'éventuelles modifications législatives relatives à l'ingérence étrangère, avec des organisations autochtones, des universitaires et la société civile, des groupes religieux et minoritaires, des organisations de défense des droits, des associations industrielles et l'ensemble des provinces et territoires.

**8. (BCP et/ou Sécurité publique Canada) Pour chaque comité interministériel lié à l'ingérence étrangère, liste de la fréquence des réunions (ou des dates de réunion si *ad hoc*) et description de la documentation régulièrement produite pour chaque comité (par exemple, ordres du jour, liste des participants, ordres du jour annotés pour le président, résumés de réunion, procès-verbaux).**

SP se fie à la liste des comités interministériels et aux informations fournies à leur sujet dans le rapport organisationnel du BCP, et l'approuve.

**9. Une liste de toutes les consultations au niveau des directeurs de division (ou équivalent) ou à un niveau supérieur avec des représentants de groupes des diasporas où le sujet de l'ingérence étrangère a été abordé. La liste doit inclure les dates, les noms des représentants des ministères et des diasporas, ainsi qu'un résumé des discussions.**

Le CNLIE organise régulièrement des séances avec les Canadiens, y compris les groupes de la diaspora. De plus amples détails sont fournis ci-dessous, sous réserve des protections et des garanties accordées aux groupes et aux individus qui ont participé à ces séances de consultation et qui courent un risque élevé d'être victimes de répression transnationale de la part d'États étrangers en raison de leur participation.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date	Organisations fédérales participantes	Intervenants participants	Résumé de la discussion
1 <sup>er</sup> décembre 2023	SP, SCRS, JUS	Table ronde interculturelle sur la sécurité	Lors de la réunion, les intervenants ont fait part de leurs réflexions et de leurs préoccupations sur les questions liées au partage d'informations, à l'évaluation des menaces et à la manière dont les communautés peuvent contacter les autorités compétentes.
12 décembre 2023	SP, SCRS, JUS	Groupes communautaires	Lors de cette réunion, les intervenants se sont montrés particulièrement préoccupés par le partage d'informations et la capacité du SCRS à partager des informations en dehors du gouvernement.
12 décembre 2023	SP, SCRS, JUS	Gouvernement du Manitoba	Les participants à la réunion étaient particulièrement préoccupés par l'éducation concernant l'ingérence étrangère et les modifications législatives ayant un impact sur le partage d'informations.
13 décembre 2023	SP, SCRS, JUS	Groupes communautaires	Les participants ont principalement discuté des modifications législatives relatives au partage d'informations. Ils ont demandé des éclaircissements sur la manière dont les modifications proposées par le SCRS auraient un impact sur l'ingérence lors des élections dans les municipalités.
14 décembre 2023	SP, SCRS, JUS	Groupes communautaires	Lors de cette réunion, les participants ont proposé de nombreuses suggestions d'amendements législatifs.
18 décembre 2023	SP, SCRS, JUS	Groupes communautaires	Les participants à la réunion se sont principalement concentrés sur les préoccupations liées à l'implication d'entités non étatiques sans lien avec un gouvernement étranger, dans des activités d'ingérence.

Unclassified | Non classifié

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date	Organisations fédérales participantes	Intervenants participants	Résumé de la discussion
18 décembre 2023	SP, SCRS, JUS	Groupes communautaires	Les participants à la réunion étaient principalement préoccupés par les pratiques du SCRS en matière de collecte d'informations et ont discuté avec les représentants du gouvernement des raisons pour lesquelles il a été décidé de ne pas intégrer de mesures de responsabilisation dans la législation, mais plutôt d'élaborer des solutions de politiques.
15 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement du Yukon	Les participants étaient surtout préoccupés par la logistique qui découlerait d'un partage accru des informations, comme les exigences en matière d'habilitations de sécurité et la création d'installations sécurisées pour le stockage des informations classifiées.
16 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Conseil canadien des innovateurs  Chambre de commerce  Technologie numérique	Les discussions lors de cette réunion ont principalement porté sur le partage d'informations, la définition des classifications de sécurité et les répercussions sur l'industrie.
16 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement de la Colombie-Britannique	Les participants à cette réunion se sont concentrés sur les amendements législatifs à la <i>Loi sur le SCRS</i> et ont souligné la nécessité pour le SCRS de consulter les groupes communautaires et les administrations municipales.
17 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	[Caviardé]	La discussion a principalement porté sur les questions relatives au partage d'informations, telles que les attentes à l'égard des entités qui reçoivent ces informations et la manière dont le partage d'informations avec les universités sera mis en œuvre.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date	Organisations fédérales participantes	Intervenants participants	Résumé de la discussion
17 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement de l'Alberta	Les participants ont plaidé en faveur d'une définition plus large des activités d'ingérence étrangère et ont insisté pour que les menaces pesant sur les infrastructures essentielles soient considérées comme prioritaires.
18 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale	Lors de cette réunion, les représentants ont insisté pour que le SCRS élabore proactivement une politique et des déclarations concernant l'utilisation de l'IA. Ils ont également recommandé que l'on se penche sur d'anciens éléments de la <i>Loi sur le SCRS</i> pour les examiner.
18 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Assemblée des chefs du Manitoba	Lors de cette réunion, les participants ont demandé des précisions sur la définition de l'IE. Ils ont également demandé des précisions pour déterminer si le registre visant la transparence en matière d'influence étrangère nuirait à la capacité de l'Assemblée de collaborer avec des groupes internationaux.
18 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	Les participants se sont montrés favorables à l'élargissement de la capacité du SCRS à partager des informations, mais ils ont exhorté le SCRS à se concentrer sur les actions des États hostiles.
19 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement de la Saskatchewan	Les participants étaient préoccupés par la question du partage d'informations et ont souligné que ce partage doit être envisagé sous l'angle du renforcement de la résilience. Ils ont également suggéré la mise en place de mécanismes de contrôle pour s'assurer que ce pouvoir n'est pas utilisé à mauvais escient.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date	Organisations fédérales participantes	Intervenants participants	Résumé de la discussion
23 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Groupe de travail sur la sécurité nationale de l'Université d'Ottawa	Les participants ont souligné qu'il faut réfléchir soigneusement aux définitions utilisées dans les modifications. Ils ont noté qu'il fallait préciser davantage les actions que la loi définit comme trompeuses et celles qu'elle définit comme ayant été effectuées pour le compte d'un gouvernement étranger.
25 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard	Les participants se sont montrés favorables à l'élargissement des pouvoirs du SCRS en matière de partage d'informations et ont souligné l'importance d'harmoniser les législations fédérale et provinciales en matière de partage d'informations.
26 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement du Nouveau-Brunswick	Les participants ont encouragé le SCRS à définir les rôles spécifiques et déterminants des différents paliers de gouvernement. Pour ce faire, ils ont suggéré que le Canada s'inspire de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Allemagne.
29 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement de la Nouvelle-Écosse	Les participants se sont montrés favorables à l'élargissement des capacités de partage d'informations du SCRS et ont souhaité savoir clairement comment les provinces pourraient utiliser ces informations et si celles-ci sont attribuables au SCRS.
29 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Conseil canadien des affaires	Les participants étaient en faveur des modifications législatives et ont demandé des précisions pour déterminer si les entités qui recevront des informations du SCRS devront posséder une habilitation de sécurité.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date	Organisations fédérales participantes	Intervenants participants	Résumé de la discussion
30 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement de Terre-Neuve	Les discussions ont principalement porté sur le partage d'informations. Les participants ont cherché à savoir avec qui le SCRS chercherait à partager des informations et si le partage d'informations serait à sens unique ou pas.
31 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement de l'Ontario	Les participants craignent que les nouvelles infractions n'empiètent sur le droit de poursuite des provinces.
31 janvier 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement du Québec	Les participants sont en faveur des modifications législatives et ont souligné l'importance pour les instances fédérales de partager les informations avec les gouvernements provinciaux avant qu'elles n'atteignent les villes, les universités et d'autres entités relevant de la compétence provinciale, afin de permettre une réponse provinciale cohérente.
1 <sup>er</sup> février 2024	SP, SCRS, JUS	[Caviardé]	Les participants ont posé des questions sur plusieurs aspects logistiques découlant des capacités accrues de partage d'informations, tels que la classification des informations partagées et les autorisations nécessaires pour accéder à ces informations.
1 <sup>er</sup> février 2024	SP, SCRS, JUS	[Caviardé]	La principale préoccupation des participants était de savoir si les modifications proposées étaient conformes à la protection des droits de l'homme et des libertés civiles.
1 <sup>er</sup> février 2024	SP, SCRS, JUS	[Caviardé]	Les participants ont fait part de plusieurs préoccupations concernant le partage d'informations, telles que l'exactitude du renseignement et les questions de transparence.

Unclassified | Non classifié

**Rapport institutionnel de Sécurité publique Canada (partie C)**1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 mars 2024

Date	Organisations fédérales participantes	Intervenants participants	Résumé de la discussion
2 février 2024	SP, SCRS, JUS	Association canadienne des chefs de police	Les participants ont approuvé les modifications législatives.
7 février 2024	SP, SCRS, JUS	Gouvernement du Nunavut	Les participants ont approuvé les modifications législatives et ont indiqué qu'ils souhaitaient obtenir davantage d'informations et de précisions sur les attaques ciblées visant les organismes gouvernementaux.

**10. Toute mise à jour pertinente des informations fournies dans le rapport institutionnel de l'étape 1**

En ce qui concerne la réponse à la question 4 du rapport institutionnel de l'étape 1 de SP, les cadres supérieurs de SP ne bénéficient plus systématiquement des services d'un agent des relations avec la clientèle du Centre de la sécurité des télécommunications (CST), mais reçoivent des dossiers de renseignement sur mesure d'un employé du SCRS détaché auprès du ministère. Ces dossiers comprennent du renseignement provenant de tous les collecteurs canadiens ainsi que du renseignement reçu de nos alliés. Ce protocole actualisé comprend un suivi précis de la diffusion du renseignement afin d'identifier les destinataires et le lectorat d'un document de renseignement particulier et fournit des informations plus précises et plus opportunes aux cadres supérieurs.